

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 02/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ESSITY (ex TISSUE FRANCE)

USINE DE KUNHEIM
11 route industrielle
68320 Kunheim

Références : 0006700642_2024_04_09_ESSITY_VIIC_eaux_souterraines
Code AIOT : 0006700642

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2024 dans l'établissement ESSITY (ex TISSUE FRANCE) implanté USINE DE KUNHEIM 11 route industrielle 68320 Kunheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESSITY (ex TISSUE FRANCE)
- USINE DE KUNHEIM 11 route industrielle 68320 Kunheim
- Code AIOT : 0006700642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Essity fabrique des produits d'hygiène à partir de fibres neuves (mouchoirs, lingettes, papier toilette,...).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Programme de surveillance des sols et des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/11/2019, article 16	Demande d'action corrective	3 mois
5	Critères de proposition du	Arrêté Préfectoral du 12/11/2019, article 16	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	programme de surveillance			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3,7	Sans objet
2	Registre des produits	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3.7	Sans objet
3	Dispositifs de rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de la vérification de certains points de la proposition de programme de surveillance des milieux sols et des eaux souterraines qui a été prescrite à l'article 16 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 novembre 2019.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3,7
Thème(s) : Risques accidentels, produits chimiques
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité[...].
Constats : Par sondage, l'inspection a demandé à l'exploitant la fiche de données de sécurité du bisulfite de sodium. L'exploitant a présenté cette fiche informatisée via un logiciel dédié aux produits chimiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3.7
Thème(s) : Risques accidentels, produits chimiques
Prescription contrôlée : [...] l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]
Constats :

<p>Les produits chimiques sont gérés via un logiciel de gestion des produits chimiques qui a été présenté à l'inspection.</p> <p>Une extraction de la liste des produits présents sur le site a été réalisée le jour de la visite qui apparaît sous forme de tableur.</p> <p>Une colonne indique la quantité ou volume présent.</p> <p>Le plan général des stockages de produits chimiques a également été présenté.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Dispositifs de rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7
Thème(s) : Risques accidentels, produits chimiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Stockage</p> <p>I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.[...]
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection s'est rendue dans plusieurs zones où sont stockés des produits chimiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le local huiles usagées : les produits sont sur rétention ; - Dans la zone déchets : les produits sont sur rétention ; - Au niveau de la station d'épuration : la cuve de soude est sur rétention et l'acide sulfurique sur rétention séparée ; - Derrière la chaufferie, les produits sont sur rétention. <p>Le jour de la visite les capacités de rétention n'ont pas été vérifiées pour ces produits et contenants.</p> <p>Seule, la capacité de la rétention de la cuve de 60 m³ de soude a été vérifiée grâce aux données de l'exploitant transmises par mail du 26/04/2024. Le volume total de la rétention correspond aux deux rétentions reliées entre elles par une ouverture. Ces rétentions font respectivement 19,68 m³ et 106, 24 m³, soit un total de 125,92 m³.</p> <p>Le volume de rétention attendu est de 60 m³, ce qui est conforme à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Proposition de programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2019, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant propose au préfet[...] un programme de surveillance des sols et des eaux souterraines, précisant : la fréquence, les paramètres à analyser ainsi que les points de prélèvement retenus.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux documents ont été transmis par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Étude de définition d'un programme de surveillance des sols et des eaux souterraines (rapport n°R68-20023-V1 du 10/07/2020) ; - Un rapport de mise en œuvre des mesures de surveillance complémentaires sur les sols et les eaux souterraines (rapport n°R68-20112-V1 du 10/09/2021).

<p>L'exploitant propose dans ces documents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une fréquence de suivi semestrielle pour les eaux souterraines et décennale pour la surveillance des sols ; - une analyse des paramètres suivants pour les eaux souterraines : pH, T°, conductivité (in situ), DCO, HCT, HAP, Métaux dissous (A, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn) ; - les points de prélèvements retenus pour les eaux souterraines sont au nombre de 11 : 1 en amont et 10 en aval. <p>L'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucun paramètre ni point de surveillance n'ont été proposés pour le milieu sols ; - la justification concernant l'absence de proposition d'analyse du PCB est à compléter. En effet, une pollution au PCB avait été détectée au niveau de l'ancien bassin d'infiltration A et avait fait l'objet d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 12 juillet 2021 ; - l'analyse des eaux souterraines du 22/07/2021 pour le piézomètre 4 indique que l'eau est brun-orangé, inodore, trouble). L'analyse du 01/12/2023 précise pour le même piézomètre une eau incolore, légère odeur d'H₂S et légèrement trouble ; - le programme analytique semestriel transmis à l'inspection le 23/03/2022 ne correspond pas à la proposition de réseau de surveillance contenu dans le rapport du 10/09/2021 ci-dessus. Il manque par exemple les phénols, nonylphénols, chlorophénols, chlorobenzène au niveau de 3 piézomètres.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter sa proposition de plan de surveillance en indiquant les paramètres ou substances à analyser et les lieux de prélèvement pour le milieu sol. Il justifiera également l'absence de certains paramètres retenus au regard des observations mentionnées dans le présent constat pour la surveillance des eaux souterraines.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Critères de proposition du programme de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2019, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] le programme de surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - a pour périmètre les installations visées au R.515-58 du code de l'environnement ; - est proposé, à minima, sur la base d'une étude historique et d'une étude hydrogéologique ; - prend en compte, à minima, les paramètres retenus pour l'élaboration du rapport de base remis avec le dossier de réexamen ainsi que l'historique de la surveillance déjà réalisée ; - est basée sur une fréquence de surveillance qui ne pourra être inférieure à cinq ans pour les eaux souterraines et à dix ans pour le sol ; - est établi conformément à la prestation « conception de programmes d'investigation ou de surveillance » (CPIS) de la norme NF X 31-620 partie 2 ; - comprendra au moins trois points de surveillance qui seront mis en place sur la base d'une étude hydrogéologique et référencés suivant un code BSS [...]
<p>Constats :</p> <p>Deux documents ont été transmis par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Étude de définition d'un programme de surveillance des sols et des eaux souterraines (rapport n°R68-20023-V1 du 10/07/2020) ; - Un rapport de mise en œuvre des mesures de surveillance complémentaires sur les sols et les eaux souterraines (rapport n°R68-20112-V1 du 10/09/2021).

L'examen de ces deux documents par le service d'inspection fait apparaître que le programme de surveillance proposé :

- pour le périmètre les installations visées au R.515-58 du code de l'environnement : cet article du code de l'environnement précise les rubriques de la nomenclature soumises à la directive IED. Essity y est soumis via la rubrique 3610b (fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou cartons, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour). Le programme prend en compte l'ensemble des installations du site.

- concernant l'étude historique et l'étude hydrogéologique :

Les documents mentionnés ci-dessus contiennent une étude historique, documentaire et mémorielle (conformément à la prestation A 110 de la norme NF X 31-620) ainsi que des éléments hydrogéologiques.

- concernant les paramètres retenus pour l'élaboration du rapport de base remis avec le dossier de réexamen ainsi que l'historique de la surveillance déjà réalisée :

Après vérification dans le rapport de base du 18 octobre 2017, l'exploitant n'avait pas indiqué de paramètres. L'historique de la surveillance déjà réalisée est indiquée dans le dossier de reexamen IED reçu en préfecture le 18 mai 2017.

- pour la fréquence de surveillance qui ne pourra être inférieure à cinq ans pour les eaux souterraines et à dix ans pour le sol :

L'exploitant propose une surveillance semestrielle pour les eaux souterraines et décennale pour les sols.

- Est établi conformément à la prestation « conception de programmes d'investigation ou de surveillance » (CPIS) de la norme NF X 31-620 partie 2 :

Il n'a pas été possible de vérifier que le programme est établi conformément à la prestation « conception de programmes d'investigation ou de surveillance » (CPIS) de la norme NF X 31-620 partie 2 ; En effet, cette norme a été modifiée en décembre 2021 et n'est plus disponible. Toutefois, le bureau d'étude mandaté par l'exploitant a mentionné sur son rapport que la prestation INFOS a été effectuée selon la norme NFX31-620 partie 2 de décembre 2018 (version en vigueur à la date de réalisation de l'étude).

- concernant les trois points de surveillance minimum à mettre en place sur la base d'une étude hydrogéologique et référencés suivant un code BSS :

Le programme comprend 11 points de surveillance des eaux souterraines dont 1 en amont. Les codes BSS ont été également transmis. En revanche, après vérification des éléments transmis par l'exploitant et les données du site infoterre du BRGM, il apparaît que certaines données sont discordantes. Par exemple, le PZ4 n'apparaît pas sur le site internet du BRGM. Seuls les PZ3, PZ5, PZ6 et PZ7 apparaissent avec un numéro correct.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de corriger les codes BSS susmentionnés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois